

SOUS EMBARGO – NE PAS PUBLIER JUSQU’AU:

28 Février 2019 (6 :00 Washington DC / Heure Normale de l’Est)

L’ETAT DE DROIT CONTINUE A DECLINER A TRAVERS LE MONDE

Pour la deuxième année consécutive, plus de pays ont décliné au lieu de progresser dans l’Indice sur l’Etat de Droit

Le déclin le plus important a été au niveau des Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, ce qui suggère une montée de l’autoritarisme

WASHINGTON D.C. (28 Février 2019) Le World Justice Project (WJP) publie aujourd’hui son *Indice sur l’Etat de Droit 2019*, son rapport annuel mesurant l’adhérence à l’Etat de Droit établi à partir de plus de 120,000 sondages auprès de ménage et 3,800 sondages auprès d’experts dans 126 pays. Présentant des données courantes et originales, l’Indice sur l’Etat de Droit mesure la performance de chaque pays sur l’état de droit répartie entre huit facteurs : Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Absence de Corruption, Gouvernement Ouvert, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, Application des Règlements, Justice Civile et Justice Criminelle.

Au niveau global, les nouveaux scores de *l’Indice sur l’Etat de Droit du WJP* montre que plus de pays ont décliné au lieu de progresser au niveau de leur performance sur l’état de droit pour la deuxième année consécutive, accélérant une détérioration de l’état de droit au niveau mondial.

Un fait particulièrement marquant, qui suggère une montée de l’autoritarisme, est que le score pour le facteur « Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement » a enregistré une baisse dans plus de pays que n’importe quel autre facteur durant la dernière année (61 pays ont décliné, 23 pays ont obtenu le même score, et 29 pays ont progressé).

Ce facteur mesure à quel point, en pratique, ceux qui gouvernent sont limités par des contrôles gouvernementaux et non gouvernementaux comme un corps judiciaire indépendant, une presse libre, la capacité du corps législatif a imposé une supervision, et plus. Au cours des quatre dernières années, la Pologne, la Bosnie et Herzégovine et la Serbie ont enregistré les plus fortes baisses pour cet aspect de l’état de droit.

« Ce déclin de l’état de droit en matière de contrôles des pouvoirs gouvernementaux en particulier est alarmant » a commenté Elizabeth Andersen, la directrice exécutive du World Justice Project.

« Il existe une différence cruciale entre l’état par le droit et l’état de droit. Dans trop de pays, les lois et les institutions légales sont manipulés afin d’affaiblir plutôt que renforcer l’état de droit, même lorsque les gouvernements affichent une rhétorique en faveur de l’état de droit. »

La seconde baisse la plus importante est observée pour le facteur « Justice Criminelle », suivi de « Gouvernement Ouvert » et de « Droits Fondamentaux ». Du côté positif, une majorité de pays ont progressé sur le facteur « Absence de Corruption » pour la deuxième année consécutive.

Les trois pays les plus performants au sein de *l'Indice sur l'Etat de Droit du WJP* sont le Danemark (1), la Norvège (2), et la Finlande (3); les trois pays les moins performants sont la République Démocratique du Congo (124), le Cambodge (125), et le Venezuela (126).

Les pays avec la meilleure performance dans chaque région sont : le Népal (Asie du Sud), la Géorgie (Europe de l'est et Asie Centrale) ; la Namibie (Afrique Sub-Saharienne) ; l'Uruguay (Amérique Latine et Caraïbes) ; les Emirats Arabes Unis (Moyen Orient et Afrique du Nord) ; la Nouvelle-Zélande (Asie de l'Est et Pacifique), et le Danemark (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord, définit comme UE + AELE + Amérique du Nord).

L'Indice sur l'Etat de Droit du WJP est la principale source de données primaires sur l'Etat de droit. L'Indice se base sur plus de 120,000 enquêtes auprès de ménages et 38,000 enquêtes auprès d'experts afin de mesurer l'expérience de l'Etat de Droit de la population ordinaire dans le monde. La performance de chaque pays est mesurée en utilisant un total de 44 indicateurs répartis entre 8 facteurs de base de l'Etat de droit, chacun d'entre eux ayant été noté et classé mondialement par rapport aux autres pays de sa région et son niveau de revenu: **Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Absence de Corruption, Gouvernement Ouvert, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, Application des Règlements, Justice Civile et Justice Criminelle.**

“Le respect de l'Etat de droit est fondamental pour des communautés de paix, d'équité et d'opportunité,” pour William H. Neukom, Fondateur et PDG du WJP. “Aucun pays n'a atteint—encore moins entretenu— un fonctionnement parfait de l'Etat de droit. *L'Indice sur l'Etat de Droit du WJP* a été créé afin de définir les premières références, informer et guider les réformes, et approfondir et comprendre l'importance fondamentale de l'Etat de droit.”

Le rapport 2019—avec visualisation de données en ligne et options de téléchargement— sera disponible le 28 Février sur : www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index

A PROPOS DU WORLD JUSTICE PROJECT:

Le World Justice Project® (WJP) est une organisation indépendante et pluridisciplinaire impliquée dans le développement de l'Etat de droit (ou « rule of law ») dans le monde entier. Une application efficace de l'Etat de droit permet de limiter la corruption, de combattre la pauvreté et la maladie et protège les populations des injustices, qu'elles soient à petite ou grande échelle. Elle sert de fondation aux communautés de paix, d'opportunité et d'égalité, en catalysant le développement, l'établissement d'un gouvernement responsable et le respect des droits fondamentaux. Pour en savoir plus: www.worldjusticeproject.org

CONTACT PRESSE:

press@worldjusticeproject.org

+1 (206) 792-7676